

Brexit : « le choc des générations ? »

Tim Stevenson, Directeur Actions Europe chez Henderson Global Investors

21 juin 2016

Comment quantifier la valeur de l'intégration culturelle ? Cela semble plutôt anachronique, mais les jeunes gens du Royaume-Uni semblent en apprécier la valeur bien plus que leurs aînés, raison pour laquelle ils sont majoritairement en faveur du maintien au sein de l'Union européenne. Ce que nous savons, c'est que l'incertitude autour du référendum a déjà causé un ralentissement de l'économie britannique. Il serait irresponsable de ne pas chercher à se projeter au-delà.

Nombre de faits permettent d'illustrer comment l'économie britannique a profité de l'accès au marché européen. Un marché de plus de 500 millions de personnes est quelque chose d'extrêmement précieux pour l'industrie britannique. Nous avons parlé du référendum avec de nombreuses sociétés européennes et britanniques dans lesquelles nous investissons et nous n'en avons pas encore trouvé une pour le moment qui pense qu'une sortie de l'Union européenne serait profitable au Royaume-Uni.

Alors quel serait donc les conséquences du référendum sur certaines questions clés touchant à l'économie du Royaume-Uni ?

L'immigration en tête. La majorité des immigrants de l'Union européenne est jeune, en bonne santé et motivée, sans oublier qu'ils payent des impôts. Il se pourrait en effet que l'immigration exerce une pression supplémentaire sur les écoles et les services de maternité mais c'est un investissement dans l'avenir du Royaume-Uni et il devrait être encouragé si l'intention est de bâtir une économie plus solide.

Business as « unusual ». De nombreuses banques suisses et américaines sont basées au Royaume-Uni car cela leur offre un « passeport » pour les services financiers, et des marchés, en Europe. C'est la raison pour laquelle Jamie Dimon, PDG de JP Morgan a récemment déclaré que si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne, la société pourrait n'avoir d'autre choix que d'y réorganiser son modèle économique, avec des milliers d'emplois menacés à la clé au Royaume-Uni. En fait, ce n'était pas une menace, mais plutôt un état de fait.

Il n'y a aucune certitude quant au type d'accès aux marchés européens que le Royaume-Uni pourrait avoir dans le cas d'un scénario de sortie de l'Union européenne. Il n'y pas si longtemps encore, les agriculteurs français brûlaient les importations d'agneau britannique – à quelle coopération pourrait-on raisonnablement s'attendre si les britanniques votent en faveur du non ? Il apparaît absurde de s'attendre à ce que des pays comme l'Allemagne offrent des conditions commerciales plus favorables que celles consenties à l'heure actuelle.

Personne ne sait ce que signifierait un Brexit, le temps que cela prendrait, voire même si nous aurions suffisamment de spécialistes pour renégocier les traités actuels. Si nous quittons l'Union, il est probable qu'une récession s'ensuive, un facteur qui n'importe pas aux retraités, aux gens aisés... ou aux anarchistes.

Le volet politique. De la prévention du travail des enfants aux limites en matière de pollution, la grande majorité des règles et réglementations proposées par l'UE est tout à fait logique. Même si le Royaume-Uni vote en faveur d'une sortie de l'Europe, nous continuerons à appliquer ces règles.

Les problèmes que le Royaume-Uni met en lumière en termes de fonctionnement du modèle européen (et de son non-fonctionnement) font actuellement l'objet d'un large consensus à travers l'Europe : Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Espagne et Irlande... Le référendum a agi comme un énorme réveil de par le monde et le processus de réforme engagé se poursuivra au-delà du vote. Le Royaume-Uni peut, et doit, apporter une contribution précieuse à ce débat. Plutôt que de mettre l'édifice en pièces, pourquoi ne pas retrousser nos manches et contribuer à le renforcer ?

La question de la devise. L'euro est-il véritablement un fiasco ? La question peut être sujet à polémique mais nombre d'éléments prouvent que la création de l'euro, malgré ses évidentes lacunes, a imposé une certaine discipline à ses membres. Elle a notamment contraint l'Irlande à se réformer – le pays compte désormais à nouveau parmi l'une des économies européennes les plus solides, pousse l'Espagne à la réforme, tandis que l'Italie, sous le mandat de Renzi, signe des avancées.

La non-adoption de l'euro a permis au Royaume-Uni d'éviter de devoir se confronter à de pareilles réformes – un remède de cheval à laquelle le pays ne pourra toutefois pas se soustraire à un moment ou un autre. Les données mesurables suggèrent que les économies des nations ayant adopté la monnaie unique enregistrent des progrès. Insinuer que l'UE est la région affichant la plus faible croissance au monde est donc incontestablement incorrect. Ce n'est certes pas faramineux mais la croissance reprend et le taux de chômage s'inscrit à la baisse. Toutes les économies du monde se sont muées en des régions à faible croissance comme une conséquence évidente de la démographie et de la saturation. L'accent mis sur une croissance atone crée une certaine incertitude politique dans chaque pays du monde et le fléchissement de l'économie au Royaume-Uni et en Europe ne ferait qu'accentuer ce problème.

La Grèce pourrait s'avérer être une exception, mais pour paraphraser un ancien membre dirigeant du gouvernement britannique, « la Grèce n'aurait pour commencer jamais dû être dans l'UE ». Mais le fait est que c'est justement parce qu'elle s'y trouve aujourd'hui que le pays a survécu. Sans l'euro, la Grèce aurait depuis longtemps déjà sombré dans la mer Égée !

Pour résumer, des éléments portent à croire que le vote en faveur du non et donc de la sortie de l'UE pourrait être synonyme d'un véritable désastre pour l'économie britannique. Selon moi, ce vote concerne les jeunes de ce pays, dont l'avenir pourrait être détourné par des électeurs plus âgés qui ont de fait moins à perdre.

Cet article s'adresse à un public de professionnels et reflète les opinions personnelles de Tim Stevenson. Henderson Global Investors n'entend pas promouvoir une issue particulière pour le référendum britannique sur l'adhésion à l'Union européenne. Les électeurs doivent voter selon leurs préférences personnelles.

- fin -

Contacts presse

Vanessa Talbi – Shan 01 47 03 93 79 / vanessa.talbi@shan.fr
Bureau de presse d'Henderson 020 7818 4222 / pressoffice@henderson.com

A propos d'Henderson Global Investors

Henderson Global Investors est une société de gestion fondée en 1934 présente à l'échelle mondiale, détenue à 100% par Henderson Group plc. Henderson gère actuellement plus de 117 milliards d'Euros d'encours au 31 mars 2016 pour le compte de clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique du nord et emploie 900 collaborateurs à travers le monde. Les clients d'Henderson sont des clients individuels, des banques privées, des distributeurs tiers, des sociétés d'assurance, des fonds de pension, des organismes gouvernementaux et des entreprises. En tant que gestionnaire d'investissement, Henderson offre des investissements sur toutes les classes d'actifs : actions, obligations et multi-actifs mais également produits alternatifs comme le capital investissement, l'immobilier et les hedge funds.

Ce communiqué de presse est uniquement destiné à l'usage des membres des médias et les investisseurs privés, les conseillers financiers ou les investisseurs institutionnels ne devraient pas fonder leurs décisions sur la base de ce document. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées ou ne doivent pas être interprétées comme un conseil d'investissement. Les performances passées ne garantissent en aucun cas les résultats futurs. L'investissement sur une échelle internationale suppose certains risques et une volatilité accrue qui ne sont pas associés uniquement à un investissement sur le Royaume-Uni. Ces risques comprennent les fluctuations de change, une instabilité économique ou financière, le manque d'information financière opportune ou fiable ou des développements politiques ou juridiques défavorables. La valeur de votre investissement et ses revenus peuvent augmenter ou diminuer et il est possible que vous ne récupériez pas le montant investi à l'origine.

Publié par Henderson Global Investors. Henderson Global Investors est le nom sous lequel Henderson Global Investors Limited (immatriculée sous le numéro 906355), Henderson Fund Management Limited (immatriculée sous le numéro 2607112), Henderson Investment Funds Limited (immatriculée sous le numéro 2678531), Henderson Investment Management Limited (immatriculée sous le numéro 1795354), Alphagen Capital Limited (immatriculée sous le numéro 962757), Henderson Equity Partners Limited (immatriculée sous le numéro 2606646), Gartmore Investment Limited (immatriculée sous le numéro 1508030), (toutes inscrites et immatriculées en Angleterre et au Pays de Galles et dont le siège social est sis au 201 Bishopsgate, Londres EC2M 3AE) sont autorisées et réglementées par la Financial Conduct Authority pour offrir des produits et services financiers. Henderson Secretarial Services Limited (inscrite et immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles, immatriculée sous le numéro 1471624 et dont le siège social est sis au 201 Bishopsgate, Londres EC2M 3AE) est le nom sous lequel les services de secrétariat de la société sont réalisés. Toutes ces sociétés sont des filiales entièrement détenues par Henderson Group plc (inscrite et immatriculée à Jersey, immatriculée sous le numéro 101484 et dont le siège social est sis 47 Esplanade, St Helier, Jersey JE1 0BD). Les appels téléphoniques sont susceptibles d'être enregistrés et contrôlés. Ref : 34CC